

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 24/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



CROWN BEVCAN

Parc Eiffel Energie
203 Boulevard de Finlande
54670 CUSTINES

Références : AML/NW/1811_2022
Code AIOT : 0006200139

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2022 dans l'établissement CROWN BEVCAN implanté Parc Eiffel Energie 203, Boulevard de Finlande 54670 CUSTINES. L'inspection a été annoncée le 07/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CROWN BEVCAN
- Parc Eiffel Energie 203, Boulevard de Finlande 54670 CUSTINES
- Code AIOT : 0006200139
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

La société CROWN BEVCAN FRANCE exploite une usine de fabrication de boîtes métalliques pour boisson en aluminium sur le territoire de la commune de Custines.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécheresse,
- Moyens incendie dans les installations de traitement de surface.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
10	Comportement au feu des structures – locaux à risques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3-I	/	Lettre de suite	1 mois
14	Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Origine des approvisionnement, prélèvements et consommations en eau	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.1.1	/	Sans objet
2	Dispositif de suivi des prélèvements en eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Sans objet
3	Maintenance / étalonnage des dispositifs totaliseurs	Arrêté Ministériel du 06/03/2007	/	Sans objet
4	Déclaration des prélèvements sur GEREP	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	/	Sans objet
5	Déclenchement du seuil d'alerte	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.1.3.2 modifié	/	Sans objet
6	Déclenchement du seuil d'alerte renforcée	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.1.3.3 modifié	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Déclenchement du seuil de crise	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.1.3.4 modifié	/	Sans objet
8	Accusés de réception	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.1.3.5 modifié	/	Sans objet
9	Bilan	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.1.3.6 modifié	/	Sans objet
11	Comportement au feu des structures – Ventilation	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3-I	/	Sans objet
12	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
13	Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
15	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Sans objet
16	Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
17	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet
18	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des constats montrent que l'entreprise respecte les dispositions contrôlées, les deux points faisant l'objet d'une lettre de suite préfectorale concernant des documents qui restent à transmettre à l'inspection et dont l'exploitant ne disposait pas encore le jour de l'inspection.

Les constats relatifs à l'aspect sécheresse attestent de la bonne prise en compte de cette

thématique dans les actions et les pistes de réflexion mises en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine des approvisionnement, prélèvements et consommations en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Usages de l'eau – Ressources prélevées – Valeurs limites de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Réseau public de distribution de Custines Eaux sanitaires 3 700 m ³ /an et 10 m ³ /j Eaux industrielles 176 300 m ³ /an et 480 m ³ /j La consommation spécifique d'eau est limitée à 1,5 l/m ² de surface traitée dans l'établissement.
Constats : Le contrôle des relevés journaliers et des facturations eaux permettent de constater le respect de ces prélèvements journaliers et annuels. Une consommation maximale spécifique d'eau de 1,5 l/m ² de surface traitée produite est imposée dans l'arrêté préfectoral du site. Ce ratio est respecté et vérifié annuellement dans le cadre du bilan environnemental remis par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositif de suivi des prélèvements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de mesure totalisateur – Relevé des débits prélevés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suivi (jour, hebdo ou autre) des consommations par l'exploitant
Constats : L'exploitant procède informatiquement à un relevé journalier du débit, il dispose également d'un compteur qu'il relève aussi régulièrement Ces points de contrôles lui permettent de respecter les valeurs limites de ses prélèvements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Maintenance / étalonnage des dispositifs totaliseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/03/2007
Thème(s) : Risques chroniques, Etalonnage des dispositifs totalisateurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Fréquence de maintenance des dispositifs de totalisateurs
Constats : L'étalonnage est fait annuellement, le dernier a eu lieu le 25/04/22 (Endress Hauser - N°GT4254DD9).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déclaration des prélèvements sur GERP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration sur GERP et GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ /an
Constats : L'exploitant renseigne correctement GERP pour la partie "Prélèvement et origine de l'approvisionnement en eau" et GIDAF pour la partie "Rejets".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclenchement du seuil d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.1.3.2 modifié
Thème(s) : Risques chroniques, Stade Alerte – Dispositions à mettre en œuvre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors du dépassement du seuil d'alerte, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau, • Renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux, • Interdiction de laver les véhicules de l'établissement, • Interdiction de laver les abords des installations de production à l'eau claire, • Report des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau, • Interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau, • Mise en place d'une mesure quotidienne, à heure fixe et en journée, de la température en amont et aval du point de rejet des effluents. <p>Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.</p> <p>L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées, dans le délai maximal d'une semaine à compter du dépassement du seuil d'alerte, un rapport avec l'ensemble des informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les débits de prélèvements effectifs en situation normale de fonctionnement, à comparer avec les débits de prélèvement autorisés par l'arrêté Préfectoral d'autorisation. • Le débit rejeté (% de la quantité prélevée), lieu de rejet (si différent du prélèvement), • Le delta de T° entre prélèvement et rejet, en précisant le lieu de mesure de ces T°, • Le débit minimum nécessaire pour assurer l'activité en marche normale du site, • Le débit en marche dégradée, • Le débit de sécurité si existant, • La période d'arrêt estival des activités pour raison de congés par exemple ... <p>Les quantités seront données en m3/jour ou m3/heure avec le nombre d'heures de rejets d'effluents par jour. L'exploitant peut ajouter à ces données toutes celles qui lui semblent pertinentes pour apprécier son impact sur les milieux aquatiques.</p> <p>L'exploitant propose dans son rapport d'une part des mesures de réduction de consommation d'eau (le recyclage de certaines eaux de nettoyage, la modification de certains modes opératoires...) et d'autre part des dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux en cas de déclenchement du seuil d'alerte renforcée (écrêtement des débits de rejet ou une rétention temporaire des effluents...).</p>
<p>Constats : L'exploitant renforce la sensibilisation du personnel par une lettre hebdomadaire d'information.</p> <p>L'exploitant a communiqué l'ensemble des informations à l'inspection sur l'outil internet "démarches simplifiées" mis en place par celle-ci.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Déclenchement du seuil d'alerte renforcée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.1.3.3 modifié
Thème(s) : Risques chroniques, Stade Alerte Renforcée – Dispositions à mettre en œuvre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte. De plus, l'exploitant met en œuvre les mesures de réduction de consommation d'eau et les dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux qui auront été proposés en application de l'article 4.1.3.2 nonobstant d'autres mesures qui pourraient lui être demandées par le Préfet. Ces mesures pourraient être mises en œuvre graduellement en fonction de la gravité de la situation.
Constats : Lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée dans le cadre de la sécheresse, l'exploitant a renforcé les mesures de réduction de la consommation d'eau, notamment en limitant le nombre de régénération des résines en maîtrisant la recirculation de l'eau dans le WASHER (entretien des rampes).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Déclenchement du seuil de crise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.1.3.4 modifié
Thème(s) : Risques chroniques, Stade Crise – Dispositions à mettre en œuvre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors du dépassement du seuil de crise, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée nonobstant d'autres mesures qui pourraient être prises par le Préfet.
Constats : Pendant la période du dépassement du seuil de crise, l'exploitant a mis en place un suivi régulier, en lien avec ses équipes process (WASHER) et support (station de traitement), des consommations d'eau afin de les limiter au strict minimum. Cette vigilance sur les consommations d'eau ont permis à la société de ne pas dépasser 70% des prélèvements autorisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Accusés de réception

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.1.3.5 modifié
Thème(s) : Risques chroniques, Accusés réception
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant accuse réception à l'inspection des installations classées de l'information de déclenchement d'une situation d'alerte ou d'une situation d'alerte renforcée ou d'une situation de crise par l'autorité préfectorale et confirme la mise en œuvre des mesures prévues aux articles 4.1.3.2, 4.1.3.3 et 4.1.3.4 ci-dessus.
Constats : L'exploitant a rempli les données sur "démarches simplifiées".
Observations : L'exploitant transmettra également l'information de la bonne réception des alertes à l'inspection des installations classées, par mail.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Bilan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.1.3.6 modifié
Thème(s) : Risques chroniques, Bilans de l'épisode sécheresse (après chaque déclenchement et fin)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un bilan environnemental sur l'application des mesures prises est établi par l'exploitant après chaque arrêt de situation d'alerte. Il porte un volet quantitatif des réductions des prélèvements d'eau et/ou qualitatif des réductions d'impact des rejets et sera adressé à l'inspection des installations classées dans le délai maximal d'un mois. »
Constats : L'exploitant a réalisé ses bilans sur "démarches simplifiées". Une réflexion sur les pistes de réduction a déjà été menée par l'exploitant, ce qui a permis d'atteindre une réduction de 30% du prélèvement autorisé. Compte tenu du problème récurrent de sécheresse, l'exploitant a confirmé à l'inspection sa poursuite de réflexion et de recherche de réduction de sa consommation d'eau.
Observations : L'exploitant transmettra également ses bilans à l'inspection des installations classées, par mail.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Comportement au feu des structures – locaux à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3-I
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques des équipements, des procédés ou des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie.../... doivent être constituées de matériaux permettant de réduire les risques de propagation d'un incendie au strict minimum, et présentent les caractéristiques de faible réaction et de résistance au feu minimales suivantes : - matériaux de classe A1 ou A2 s1 d1 selon NF EN 13 501-1 ; - murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ; - planchers REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ; - portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures).
Constats : L'exploitant dispose d'une cartographie des zones à risques. Le site dispose d'un local de stockage des produits chimiques équipé d'un système de sprinklage et construit avec des murs coupe-feu de degré 2 heures et une porte sectionnable.
Observations : L'exploitant fournira, sous un mois à l'inspection, les justificatifs de résistance au feu des éléments de construction du local de produits chimiques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Comportement au feu des structures –Ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3-I
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises afin d'éviter la propagation d'un incendie par le système de ventilation.
Constats : L'arrêt de l'installation est asservi à la détection incendie. La ventilation et les systèmes d'aspiration s'arrêtent afin de limiter la propagation d'un incendie via ces dispositifs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.
Constats : Les bâtiments sont équipés de trappes de désenfumage, leur surface représente 2% de la surface totale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : Les trappes de désenfumage sont à commandes automatiques (ampoules) et manuelles. Les commandes d'ouverture manuelles sont situées à proximité d'accès.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
Constats : Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé en juin 2022. Lors de la visite, l'exploitant ne disposait pas encore du rapport de ce contrôle.
Observations : L'exploitant transmettra, à l'inspection des installations classées, le rapport de vérification des installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : Le chauffage des bains se fait à l'aide d'une chaudière, disposant d'un système de sécurité entraînant son arrêt en cas de manque de liquide dans les bains.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : L'installation dispose des moyens de lutte contre l'incendie prévus par son arrêté préfectoral d'autorisation. Une vérification de ces moyens est faite annuellement. Lors de la visite, un contrôle aléatoire de certains dispositifs a confirmé cette vérification annuelle sur leur étiquetage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p>
<p>Constats : Les eaux d'extinction incendie sont recueillies par les volumes suivants : - 900 m3 dans le bâtiment, - 530 m3 dans le réseau eaux pluviales, - 40 m3 bassin de rétention spécifique. Le dimensionnement de ces volumes a été défini dans le cadre du dossier de demande d'autorisation de 2014. Les orifices d'écoulement issus des dispositifs de rétention sont munis d'un dispositif d'obturation automatique, couplé à une commande manuelle en cas de coupure d'alimentation électrique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
<p>Constats : Ces organes sont accessibles et testés 4 fois par an, ce qui permet de vérifier leur bon état de fonctionnement et leur bonne accessibilité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet